

éditorial

Une classe, un combat un programme

Abraham Behar

Des Batignolles à Ferodo, des Vosges à Fougères, des postiers aux métallos, le combat de classe continue avec ses caractéristiques, ses avancées et ses limites.

Il est vrai que la logique des assemblées, le développement de la démocratie prolétarienne, amène peu à peu un type de prise de conscience de caractère nouveau. Par ce moyen, et dans la lutte, les travailleurs les plus combattifs font le trajet qui va du simple économisme et de la révolte à la prise de conscience révolutionnaire et pour ceux-ci des problèmes nouveaux surgissent : comment rendre permanent ce qui existe dans l'action, comment garder le lien politique entre deux explosions ? Et si un contrôle unilatéral doit être maintenu, comment le défendre contre la répression patronale de plus en plus dure et systématique.

Mais des secteurs de plus en plus larges entrent aussi dans l'action, les employés, les ouvriers agricoles, rejoignent les ouvriers. Or que ce soit dans les secteurs industriels les plus concentrés subissant durement l'augmentation de l'intensité du travail, que ce soit dans les régions à chômage où la bataille pour l'emploi tourne parfois au désespoir, un seul obstacle réduit à peu de chose tant d'efforts : c'est le morcellement, l'émiettement des luttes, cette guérilla épuisante que mène le prolétariat bloqué dans l'entreprise ou l'atelier, sans perspective d'ensemble et sans issue décisive.

Cette situation de forte combativité ouvrière sans coordination des luttes crée des tensions qui deviendront vite insupportables.

Nous avons à prendre dans ce domaine

nos responsabilités, le programme d'action est notre réponse immédiate pour souder ensemble non seulement les luttes de Bretagne, pour l'emploi et celle de Peugeot contre les cadences infernales, mais aussi les luttes ouvrières et paysannes pour le salaire, pour le sol, pour le contrôle prolétarien, comme les luttes de la classe ouvrière et du peuple pour briser l'oppression capitaliste sur la ville, sur la vie.



Encore faut-il savoir constamment relier les propositions et l'analyse, les indications politiques nécessaires et l'avis des masses.

La démocratie des travailleurs en lutte, cela ne peut pas être l'espèce de démission qui existe chez certains de nos camarades comme chez certains syndicalistes devant leurs tâches.

Vouloir constamment se réfugier « derrière la base » pour mieux cacher son incapacité, démissionner lâchement de ses responsabilités en « laissant s'exprimer les travailleurs », sans leur donner tous les outils en main, l'information, l'analyse mais aussi les propositions, ce qui est finalement le meilleur

moyen pour les empêcher de **DIRIGER** le combat, voilà contre quoi il faut lutter impitoyablement.

Qui freine la lutte ?

Dans ce domaine il est un peu trop facile de rejeter la faute sur tel ou tel syndicat qui a « freiné la lutte ». Au lieu de commencer d'abord par le commencement : a-t-on soi-même et collectivement rempli son devoir de révolutionnaire pour justement animer les luttes, les étendre, dépasser le cadre de l'entreprise, a-t-on fait la jonction avec tous les exploités, et sinon où est **NOTRE** faute, où sont **NOS** erreurs ?

Nous avons, c'est vrai, une attitude critique par rapport à la kyrielle de contrats signés par le mouvement syndical un peu partout, mais ce n'est pas l'aspect principal : ce qui est fondamental c'est que cesse le silence, le laisser-aller, l'absence de mots d'ordre unifiants venus d'en haut, l'incapacité à proposer une issue globale, un cadre dépassant l'usine et donnant toute sa dimension à la lutte de classe. Si la dialectique entre action globale et lutte dans l'entreprise est rompue, si les travailleurs n'ont pas la possibilité d'agir tous ensemble au bout de leur action, si surtout, s'ils n'ont pas les moyens, par leurs assemblées, leurs conseils, de juger et de choisir sur la façon de s'insérer dans la lutte d'ensemble, eh bien, il y aura

recul sur le front de classe et désagrégation des acquis politiques.

Servir les masses

Puisque le mouvement syndical clame son indépendance par rapport aux partis et en particulier par rapport aux élections municipales, qu'il le prouve en concentrant en un mot d'ordre unique les objectifs partiels multiples que se donnent les travailleurs (par exemple la liquidation des discriminations salariales professionnelles, d'âge ou d'origine dans la production).

Pour notre part, notre tâche la plus urgente, à l'aide du programme d'action et de son fil conducteur : l'orientation stratégique, est de pousser partout, dans tous les cas, par tous les moyens à la globalisation des luttes, tout de suite et à tout prix.

« Ce qui est le plus important, a dit une fois Mao Tsé Toung, c'est de servir les masses et de savoir comment les servir. »

Nous avons cette responsabilité, et sans donner de leçons à personne mais, bien au contraire, en les acceptant toutes, c'est la ligne politique clairement prolétarienne que nous avons à appliquer très vite. Le conseil national dans sa majorité écrasante nous en a donné mandat.